

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 : Pour la Suisse, fr. 4. Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.	L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.	Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 : Allemagne, fr. 5³⁰. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6⁶⁰. — Belgique, fr. 5³⁰. — Espagne, 6⁶⁰. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6¹⁰. — Italie, fr. 4⁸⁰.
On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)		

LOCLE, LE 16 NOVEMBRE 1873.

L'*Internationale* de Bruxelles publie une déclaration du Conseil fédéral belge, relative à l'incident des correspondances bonapartistes de Paris.

Le Conseil fédéral belge dit :

« La fédération belge n'assume nullement la responsabilité des idées émises par le correspondant parisien de son journal, pas plus que de celles qui pourraient être émises par d'autres correspondants. Le programme politique des travailleurs belges peut se résumer ainsi : s'abstenir de toute alliance avec les partis bourgeois qui se disputent le pouvoir, que ces partis soient catholiques, libéraux, progressistes ou républicains. En cela nous croyons être en conformité complète avec ce principe fondamental de notre Association internationale : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. »

Après cette déclaration catégorique, le Conseil fédéral belge ajoute :

« Mais, d'autre part, nous croyons être logiques avec le principe d'autonomie des groupes, en laissant aux travailleurs des autres pays la latitude de faire momentanément alliance avec tel ou tel parti politique, s'ils jugent cette alliance utile à la cause du prolétariat. »

Nous regrettons cette restriction, qui ne peut être, de la part de nos amis belges, que l'effet d'un fâcheux malentendu. En effet, s'il convient à une fraction du prolétariat, ou à des intrigants se disant prolétaires, de contracter alliance avec des ennemis avérés du prolétariat tels que les bonapartistes, nous ne pouvons pas, sous prétexte d'autonomie, rester paisibles spectateurs d'une tran-

saction pareille; notre devoir est d'avertir ceux des ouvriers qui seraient de bonne foi, qu'ils font fausse route, et de démasquer les intrigants qui les trompent et les trahissent. La neutralité, en pareille circonstance, serait de la complicité.

Nous croyons devoir hautement déclarer que, pour nous, le correspondant parisien de l'*Internationale* de Bruxelles a trahi la cause socialiste; et que tout journal qui se fera l'écho complaisant de doctrines semblables à celles contenues dans ces correspondances, *trahira lui-même la cause socialiste*. Il ne suffit pas de déclarer qu'on n'accepte pas la responsabilité des opinions d'un correspondant; il faut ne pas accueillir ses correspondances. Si le journal l'*Internationale* ne partage pas cette manière de voir, tant pis pour lui.

Le *Mirabeau* de Verviers, de son côté, publie aussi une déclaration des membres du Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre, ainsi conçue :

« Nous, membres du Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre de l'Association internationale des travailleurs,

« Déclarons que nous ne prêterons jamais la main à aucun parti politique quel qu'il soit, même celui de Bonaparte, parce que nous sommes persuadés que les travailleurs n'ont rien à attendre de tous ces politiques; le passé nous l'a assez appris. »

Ces quelques lignes, que le *Mirabeau* fait suivre de la reproduction de notre interpellation du 2 novembre, attestent une fois de plus les sentiments révolutionnaires des ouvriers de Verviers.

Et quant au malencontreux paragraphe restrictif que nous avons relevé dans la déclaration du Conseil fédéral belge, nous nous plaisons à croire qu'il est plutôt l'œuvre de l'inadvertance d'un secré-

taire que le résultat d'une délibération réfléchie; et nous en appelons du Conseil fédéral belge mal informé au Conseil fédéral belge mieux informé.

Nous avons reçu de Liège la lettre suivante:

*Association internationale des travailleurs.
Fédération Liégeoise.*

Au Comité de Rédaction du *Bulletin jurassien*.
Citoyens,

Une erreur typographique s'est glissée dans le numéro 9 de l'*Ami du Peuple* par rapport à la correspondance bonapartiste publiée par le journal *l'Internationale*, nous faisant dire: « le *Bulletin jurassien* du 2 novembre publie une correspondance parisienne qui préconise l'alliance bonapartiste », tandis que nous aurions dû dire:

« Le *Bulletin jurassien* met en demeure l'organe de la fédération belge de s'expliquer sur une correspondance bonapartiste insérée dans ses colonnes et met la fédération belge en mesure de s'expliquer à cet égard.

« Pour notre part nous déclarons, comme organe officiel du Conseil fédéral du bassin de Liège, être en dehors de tout parti quel qu'il soit, et que nous sommes et voulons rester du grand parti socialiste révolutionnaire. »

Salut fraternel.

Pour la fédération Liégeoise:
Th. VANNES.

Encore le Volksstaat et les Espagnols.

Dans les articles de M. Engels que nous avons cités la semaine dernière, on se souvient que les *intransigents* de Carthagène étaient fort maltraités: l'ami de Marx leur reprochait d'avoir enrôlé de vils scélérats; il se moquait de leur profonde incapacité; il s'indignait contre leurs expéditions maritimes, aussi ridicules que barbares; enfin il les accusait surtout d'obéir à un mot d'ordre de Bakounine, accusation absolument fantastique, mais qui rentre dans le plan général de dénigrement et de calomnie.

Or voici que le *Volksstaat*, dans son numéro suivant, change subitement de ton. Les *intransigents* de Carthagène sont des héros; ils sont supérieurement dirigés par d'excellents chefs; ils remportent des succès éclatants; leurs expéditions maritimes, si odieuses et si burlesques trois jours avant, sont des faits d'armes remarquables; bref, les *intransigents* de Carthagène sont les véritables, les seuls authentiques représentants de la révolution espagnole. Mais alors ils ne sont plus *bakou-*

nistes? Naturellement. Cette fois, les *bakounistes*, ce sont leurs adversaires.

Voilà comment on dit blanc le dimanche et noir le mercredi. Les rédacteurs du *Volksstaat* n'y regardent pas de si près: pourvu que leurs tartines soient épicées d'injures de haut goût, ils sont contents de leur besogne.

Du reste, pour que chacun puisse s'assurer que nous n'exagérons rien, nous allons mettre en regard les deux articles du *Volksstaat*.

Les insurgés de Carthagène jugés par le Volksstaat du 2 novembre 1873.

« Les insurgés de Carthagène, qui ne s'étaient occupés que d'eux-mêmes pendant qu'on se battait à Valence et en Andalousie, ne commencèrent à penser au monde extérieur qu'après l'écrasement des autres insurrections, et lorsque l'argent et les vivres vinrent à leur manquer. Ils firent alors une tentative pour marcher sur Madrid, qui est éloigné d'au moins 60 milles allemands, le double de la distance de Valence ou de Grenade. L'expédition avorta misérablement, tout près de Carthagène; le blocus mit fin à toute tentative de sortie du côté de la terre; on se rabattit sur les expéditions maritimes. Et quelles expéditions! Il ne pouvait être question d'un soulèvement, par la flotte de Carthagène, des villes du littoral, qui venaient justement d'être soumises par le gouvernement. La flotte du canton souverain de Carthagène se contenta d'aller menacer de bombardement, et quelquefois de bombarder sérieusement les autres villes (souveraines comme elles, d'après la théorie intransigente), depuis Valence jusqu'à Malaga, si elles se refusaient de livrer les contributions exigées tant en approvisionnements qu'en beaux écus sonnants. Aussi longtemps que ces villes avaient combattu en armes contre le gouvernement, Carthagène avait agi d'après le principe *chacun pour soi*. Lorsqu'elles furent vaincues, le principe qu'on voulut appliquer fut *tout pour Carthagène*. Voilà comme les *intransigents* de Carthagène et leurs auxiliaires *bakounistes* comprennent la fédération des cantons souverains.

« Pour accroître les rangs de ces défenseurs de la liberté, le gouvernement de Carthagène mit en liberté les 1800 forçats qui étaient enfermés dans le bagne de la ville — les voleurs et les assassins les plus dangereux de l'Espagne. Cette mesure *révolutionnaire* a été inspirée par les *bakounistes*; cela ne peut faire aucun doute après les révélations du rapport sur l'*Alliance*. Il y a été prouvé que Bakounine réclame « le déchaînement de toutes les mauvaises passions » et considère le brigand russe comme l'idéal du vrai révolutionnaire. Le gouvernement de Carthagène, en « déchainant les mauvaises passions » de ces 1800 coupeurs de gorges et en portant ainsi à son comble la démoralisation de ses propres troupes, a agi tout-à-fait dans l'esprit de Bakounine. Et le gouvernement espagnol suit une politique très sensée, en se bornant, au lieu de canonner une forteresse qui lui appartient, à attendre la chute de Carthagène de la seule démoralisation de ses défenseurs. »

Les insurgés de Carthagène jugés par le Volksstaat du 5 novembre 1873.

« En Espagne, les insurgés de Carthagène ont remporté récemment des succès importants. Ils ont réussi à forcer le blocus et à repousser la flotte de M. Castelar sous les canons protecteurs des Anglais à Gibraltar. Les insurgés sont maintenant maîtres incontestés de la mer, ce qui leur donne le triple avantage de pouvoir se ravitailler selon leurs besoins, de dominer ou de menacer les autres villes du littoral, et d'avoir à leur

merci tout le commerce maritime de l'Espagne. Dans ces conditions, M. Castelar n'a guère de probabilités de pouvoir réduire l'insurrection; par contre les insurgés ont des espérances très fondées de mettre M. Castelar à la raison. D'après les dépêches les plus récentes, la flotte des insurgés a fait voile pour Barcelone. Si cette nouvelle se confirme, les affaires espagnoles pourraient bien toucher à une crise. Barcelone, le centre industriel le plus important et le plus populaire, et la ville la plus révolutionnaire de l'Espagne, avait été ce printemps sur le point de faire cause commune avec les intransigents: elle en fut empêchée par la conduite aussi stupide que lâche des *ânes anarchiques* disciples de Bakounine. Si la flotte des insurgés paraît devant la ville, il n'est pas invraisemblable que le prolétariat barcelonais, malgré les agissements contre-révolutionnaires des blagueurs bakounistes, se ralliera à l'insurrection de Carthagène. Si cela arrive, le gouvernement de M. Castelar sera définitivement paralysé; il faudra ou bien qu'il baisse pavillon devant l'irrésistible soulèvement populaire, ou bien qu'il entre en négociations avec lui; et dans les deux cas, l'occasion qui s'était offerte cet été au prolétariat espagnol se présentera de nouveau. Tout dépend de ceci: les protégés et les amis de la police de Berlin⁽¹⁾ seront-ils encore assez forts en Espagne pour sauver le gouvernement, oui ou non. »

Cela se passe de commentaire, n'est-ce pas ?

(1) Cette aimable désignation s'applique aux internationaux espagnols, ennemis des intransigents.

Le 26 Octobre à Delémont.

Le comité central de l'*Union démocratique jurassienne* a provoqué, pour le 26 du mois dernier, une fête populaire, qui a eu lieu à Delémont. La guerre à l'ultramontanisme et l'agitation en faveur de la révision fédérale étaient le but politique de la réunion.

Comme il s'agissait d'affirmer hautement la puissance du parti libéral dans le Jura bernois, rien n'avait été épargné pour donner à la fête un caractère grandiose et imposant. L'appel patriotique en faveur de la participation nombreuse de tous les citoyens dévoués était signé, non-seulement des membres du comité central de l'*Union démocratique*, mais aussi des cinq députés jurassiens au Conseil national et de toute la députation libérale jurassienne au Grand Conseil de Berne. On avait fait appel aux sociétés populaires des districts avoisinants et organisé des cortèges précédés de bannières et de sociétés de musique.

La *Tribune* évalue à 2000 le nombre des citoyens qui défilèrent ainsi dans les rues de Delémont.

L'*Union démocratique* ne pouvait désirer un plus beau succès. — Non-seulement l'ultramontanisme avec ses pieux pèlerinages de vieilles femmes doit se sentir bien convaincu de son impuissance réelle, en présence de la dernière manifestation libérale du Jura prête à être appuyée par les fusils à répétition du gouvernement de Berne et de la Confédération; mais la fédération jurassienne de

l'Internationale doit également comprendre qu'elle n'a plus d'espoir de voir s'implanter dans le peuple jurassien ses tendances anarchistes.

Sans doute il y a un abîme profond entre le peu d'apparat extérieur, le calme, le sérieux, la modestie et la clarté dans les discours qui ont distingué la manifestation libérale du 26 octobre, et la phraséologie ronflante, la façon bruyante et échevelée et l'apparat ténébreusement révolutionnaire qui caractérisent les réunions internationalistes. (Voir les comptes-rendus de la *Tribune du Peuple*).

Ce contraste si désavantageux pour nous devrait nous commander le silence; nous osons cependant hasarder quelques observations.

Le gouvernement du canton de Berne a révoqué les 69 curés infaillibilistes du Jura bernois, et les remplace par 28 curés libéraux. Ce conflit religieux a soulevé une polémique passionnée entre les ultramontains et les libéraux. On veut malgré tout faire adopter le nouveau culte aux populations catholiques. C'est M. Jolissaint qui est chargé de cette importante besogne. Lui qui a été accusé par les organes des ultramontains d'être un athée et un matérialiste, il doit, pour les nécessités du moment, faire oublier ce passé, et il est venu à la tribune populaire de Delémont affirmer qu'il ne reconnaît pas d'autres maîtres que *Dieu* et le *Peuple*. Une absurdité et une flagornerie démocratique: voilà ce qui s'appelle agir en homme pratique.

Aussi les populations catholiques du Jura, rassurées sur l'existence de Dieu et sur les droits du Peuple, ont-elles tranquillement, le dimanche 9 courant, laissé opérer le transfert des destinées religieuses du peuple des mains des prêtres ultramontains entre celles des prêtres libéraux. *Amen!*

M. Elie Ducommun était chargé à l'assemblée de Delémont du rapport et des conclusions sur la question ouvrière. Voici les résolutions qui ont été adoptées:

Considérant que la solution des questions économiques dépend du degré d'instruction et d'indépendance des citoyens, l'assemblée décide:

a) D'appuyer les dispositions du projet de révision relatives au développement de l'instruction populaire, en y ajoutant la création d'une école technique fédérale;

b) De réclamer comme condition essentielle du progrès économique l'affranchissement absolu de la conscience et la suppression de toute entrave à l'exercice des droits civiques;

c) D'appuyer toutes les propositions tendant:

1° à protéger les travailleurs contre l'exercice d'industries insalubres.

2° à supprimer les impôts indirects;

3° à régler les différends entre patrons et ouvriers par voie d'arbitrage;

4° à établir une statistique officielle et des enquêtes régulières sur la position des classes ouvrières;

5° à supprimer le monopole et l'exploitation des sociétés par le rachat des chemins de fer par la Confédération;

6° à former une caisse générale suisse pour les malades et les invalides.

7° à créer une banque fédérale suisse.

Rapprochons ces résolutions de la fameuse phrase contenue dans le discours d'ouverture du citoyen Chodat, président de l'*Union démocratique jurassienne* et membre de la section internationale de Moutier : « Nous voulons la liberté, l'égalité, la » fraternité, le *droit au travail garanti*, l'extension » des libertés ». Pour les radicaux suisses comme pour les communistes allemands, il s'agit d'inféoder les ouvriers à l'Etat, et le problème social aura alors reçu selon eux sa solution rationnelle.

Ce droit au travail garanti rappelle les ateliers nationaux qui, en Suisse comme en France, aboutiraient à la banqueroute, à jeter d'un coup sur le pavé des milliers d'ouvriers, et provoqueraient par là une insurrection, à la suite de laquelle les démocrates de la légalité et de l'ordre donneraient le plaisir d'une fusillade d'ouvriers révolutionnaires. Nous connaissons un peu l'histoire de notre classe et nous nous souvenons des journées de juin 1848.

Le citoyen Frossard, procureur-général de la république bernoise et membre de la section internationale de Moutier, était chargé de démontrer que les dispositions législatives concernant le fait juridique de la propriété individuelle, doivent appartenir non plus aux cantons, mais à la confédération. En attendant cette réforme importante pour la cause des travailleurs, M. Frossard vient d'être appelé par le Grand Conseil de Berne à siéger au gouvernement bernois : il a été élu tout récemment membre du Conseil exécutif. Quelle belle occasion de commencer l'application des réformes sociales par la voie légale et gouvernementale ! Nous verrons ce qu'il résultera pour les ouvriers de l'élection de M. Frossard : nous doutons fort que sa nomination ait pour résultat d'élever les salaires et de raccourcir la journée de travail.

Il y a une ombre au plein succès de l'assemblée de Délémont. Les bourgeois libéraux du Val de St-Imier n'ont pas daigné faire de sacrifice pour aller en nombre à Délémont. Ils ont enfermé leur patriotisme dans leurs coffres-forts. On s'est borné à l'envoi de lettres de sympathie, et encore dans les ateliers il y a eu des refus de les signer. Pour venir à l'appui de la demande d'extension des libertés formulée par le citoyen Chodat de Moutier, les libéraux de Sonvillier se sont exprimés en ces termes :

« Nous formons le vœu que des mesures soient prises contre une certaine presse, qui abuse de la liberté que lui accordent nos institutions pour semer la discorde parmi les citoyens d'un même pays et qui semble désirer une intervention étrangère. »

Parce que quelques curés passent leur temps à dénigrer les libéraux, il faut restreindre la liberté

de la presse ! Il paraît que décidément les libéraux de Sonvillier tendent à inaugurer en Suisse le règne de la démocratie césarienne.

Qu'aura produit en faveur de la cause de l'émancipation du travail, cette grande manifestation populaire dont les journaux radicaux ont exalté les bienfaits ? — Quelques phrases impuissantes. Lorsque l'œuvre de la révision fédérale sera terminée, les ouvriers suisses, rentrés dans le calme de la vie ordinaire, se retrouvant journellement en présence des dures nécessités de la vie économique, comprendront peut-être, après cette nouvelle expérience, que toutes ces luttes révisionnistes au moyen desquelles on cherche à passionner le peuple, ne sont qu'une simple joute parlementaire entre charlatans politiques et religieux ; que les uns et les autres sont les ennemis de l'émancipation réelle des ouvriers, et que contre eux doit être organisée la puissance populaire, au moyen des fédérations ouvrières qui auront pour but, non pas la révision de telle charte constitutionnelle, mais la révolution sociale.

Faute d'espace, nous devons renvoyer au prochain numéro plusieurs communications concernant la Fédération jurassienne.

Avis.

POUR PARAÎTRE APRÈS LA NOUVELLE ANNÉE
A BRUXELLES.

CONSIDÉRATIONS ET RECHERCHES

SUR LE

PROBLÈME SOCIAL

AU XIX^e SIÈCLE

Par C. De Paepe.

Ouvrage en 4 volumes format in-12.

1^{er} volume. — Position du problème social.

2^{me} volume. — Données scientifiques du problème social. Livre I : Données biologiques. (Ce volume est divisé en 2 parties, savoir :

1^{re} partie. Données physiologiques du problème social.

2^{me} partie. Données agronomiques du problème social.

3^{me} volume. — Données scientifiques du problème social. Livre II : Données sociologiques. (Ce volume est divisé en 2 parties, savoir :

1^{re} partie. Données historiques du problème social ;
2^{me} partie. Données économiques du problème social.

4^{me} volume. — Des tendances du mouvement ouvrier au XIX^e siècle, ou données pratiques du problème social.

ERRATUM

Une erreur typographique nous a fait parler dans notre dernier numéro de la MALADIE du comte de Chambord ; il fallait lire la REGULADE du comte de Chambord.